

Contribution : Touareg du Niger ; entre violence étatique et prédateurs d'uranium

Alors que les peuples du monde entier se sont engagés depuis belle lurette dans la lutte pour leur affirmation, le peuple touareg piétine dangereusement. Il n'arrive pas à trouver sa marge de manœuvre. Sa lutte est encore celle de la survie et de la recherche de la reconnaissance. Oui, entre les stéréotypes obnubilant des seigneurs du désert, des hommes bleus et libres et ceux encore réducteurs des brigands, des hommes sans fois, des errants, le tamashek a du mal à se situer. Disons pour lever l'équivoque des ces qualificatifs péjoratifs ou mélioratifs, l'image du tamashek ne se dessine qu'en bride déformée et outrageusement défigurée. Le tamashek comme il aime lui-même s'appeler n'est ni un homme d'un temps à jamais révolu, ni un être asocial. Il est un homme doux et sensible qui habite un environnement rude, austère et incroyablement beau et attendrissant. Le désert. Il y mène une vie presque paisible ponctuée par des rivalités et des visées expansionnistes dans les règles et le respect des faiblesses. Certains septiques ont brandit avec insistance la récurrence de ces rivalités pour justifier la cruauté de kel Tamashek reprenant ainsi avec plus de haine les idées des colons. La situation actuelle de ce peuple est à plusieurs égards inquiétante et même très préoccupante. Nous ne sommes pas des scientifiques spécialistes des questions touarègues, qui doivent d'ailleurs être pris avec beaucoup de précaution. Personne ne connaît mieux les Kel Tamashek qu'eux-mêmes. Alors pour une fois faisons abstractions des thèses et idées reçues, des subversions et autres digressions de ces soi-disant connaisseurs du peuple Tamashek. La réalité de ce peuple est hautement complexe voire hermétique, on ne peut prétendre la connaître de l'extérieur, pour avoir séjourné pendant quelques mois dans un campement détaché de l'ensemble et en phase de transformation. Certains écrits que nous ne citerons pas ici, sont à la limite des chimères et souffrent d'une non objectivité croissante et délirante. Toute perspective d'étude des réalités socioculturelles du peuple Tamashek serait vouée à l'échec dans la mesure où elle n'associerait pas les concernés. Nous tenterons dans l'analyse qui suivra de circonscrire le mal du tamashek en partant des causes profondes et lointaines. Ce travail ne se veut ni scientifique, ni de rigueur méthodique, il doit être pris à sa juste valeur, c'est-à-dire une modeste contribution, une dissertation sur une situation vécue au quotidien.

1. Les racines du mal

Un des facteurs aggravants du mal du peuple tamashek est sans nul doute la colonisation, dont Nous tenterons de situer la responsabilité pré et post coloniale. Outre ce facteur, le peuple tamashek porte en lui-même le germe de sa destruction.

1.1 La colonisation

La colonisation est une oeuvre salvatrice disaient ses ferveurs défenseurs, une entreprise qui aurait permis de civiliser des peuplades «barbares ». Voilà en substance la mission non cachée de la colonisation. Il faut être très dupe pour croire ce mensonge. Une colonisation salvatrice ne justifiera pas toutes les dépenses orchestrées par la France et les puissances colonisatrices. Non, l'enjeu est grand, des brigands gigantesques sont venus balayer des petits brigands pour étendre leur hégémonie sur le reste du monde. Sinon que représente les quelques siècles des rivalités entre les tribus tamashek ou leur escapades vers les états du sud, face au seul siècle de la colonisation. Au prix de combien des pillages et des meurtres, la France a-t-elle réussi à dominer l'Afrique noire et le Sahara tamashek. Les conséquences de cette folie sont d'ailleurs encore visibles et d'ailleurs plus visibles dans ce qu'il convient d'appeler l'espace touareg. La première conséquence néfaste est la désorganisation du système économique. Les caravanes sur lesquelles reposent en grande partie l'économie des nomades tamashek sont détournées et leur mode de gestion transformé au profit de qui ? bien sur de la France. (Elle doit avoir

encore honte la puissante France, non elle n'a pas de conscience morale). Après le bouleversement de l'économie nomade (des centaines des milliers des dromadaires réquisitionnés pour le transport des colons), la France s'est attaqué aux systèmes politiques en visant la division ou la segmentation des grands ensembles sociopolitiques (Les Ouwillimidan, l'Aïr et l'Ahhagar) en des minuscules groupements sans légitimité ni autorité. Ces nouvelles organisations sont malléables dans le seul but de l'entreprise coloniale et pour prévenir toute ambition de révolte de Kel tamashek. La logique consistait : au remplacement des chefs légitimes par des individus de moindre moralité, tentatives d'extermination de certaines tribus, alimentation des querelles entre composantes de la nation tamashek, voilà entre autres les armes lâches que les colons ont utilisé pour venir à bout de l'ordre sociopolitique dans l'espace touareg. Malgré tout, en vérité la France n'a jamais réussi à pacifier complètement l'espace tamashek, et avant de partir comme pour se venger, elle le scinda en pièces qu'elle met sous la tutelle de cinq « états nations », lesquels, à leur tour poursuivirent avec plus de génie l'œuvre déjà entamée par leur maîtres.

1.2 : la période post coloniale

Ces états ayant fait l'objet d'une création purement artificielle, ne peuvent aujourd'hui répondre à l'idéal tamashek, puisqu'ils remettent en cause l'unité du corps social. L'entorse a été lourde de conséquences, plusieurs familles se sont retrouvées éparpillées entre les cinq « états nations ». Avant de partir le colon, a programmé de façon incontestablement voulue le sort léthargique et aujourd'hui pathétique du peuple Tamashék. Les états nations au nom d'une hypothétique unité nationale ont orienté leur rapport avec le peuple tamashek dans une logique de sédentarisation. Pour notamment deux raisons principales : détruire le mode de vie de tamashek (le nomadisme sur lequel reposait l'essentiel de la vie du tamashek était vu comme un facteur perturbateurs de l'ordre et surtout une remise en cause des frontières), la seconde raison était d'ordre économique, les tamashek se déplacent beaucoup au grés de pâturages et des saisons, or il faut les imposer. Aucun mécanisme de collecte d'impôt n'est approprié à ce mode de vie. Alors il faut complètement sceller cette pratique. Cette sédentarisation non voulue, précocement provoquée n'a pas rencontré l'aval de plusieurs tamashek qui ont dès le début des années 60 choisis la route de l'exil. Avec la révolte du côté malien, entre 1962 et 1964 (répression de la révolte des Ifoughass), dès lors le spectre d'un danger externe hantait les esprits dirigeants et les tamashek étaient systématiquement indexés.

1.2 : La sécheresse de 1973

Toute l'économie tamashek reposait sur l'élevage de type extensif à prédominance caméline. Les produits de cet élevage servaient à la fois de nourriture et de fond de commerce caravanier. Jusqu'en 1972, les tamashek vivaient de leur élevage et connaissent une certaine autosuffisance. En 1973, une sécheresse de plus drastique a sévit dans le nord Niger. Le drame du tamashek a été à son comble, les animaux mourraient par centaines et avec eux les hommes. Plus que jamais marginalisés les tamashek, étaient au désarroi et laissés à eux-mêmes, sans aucune aide de l'Etat (l'Etat est vraiment un monstre froid qui tue en câlinant), pire même ; l'aide que les organismes internationaux destinait pour les régions du Nord, a été dirigée vers les régions du sud, moins nécessiteuses. A partir de ce moment s'ajoute à la faiblesse politique (héritage coloniale), la fragilité économique.

1.3 : La découverte l'uranium

A la même époque que sévissaient la terrible catastrophe de 1973, le commissariat de l'énergie atomique découvrait dans la région de madewella d'importants gisements d'uranium. Certains tamashek ont cru pouvoir se débrouiller, en décrochant des emplois subalternes et moins rémunérés dans les nouvelles usines d'exploitation. Des tamashek de toutes souches et sans aucune source de revenus, se sont retrouvés autour des grandes villes, dans des bidonvilles sans grande hygiène. C'est la prolétarisation d'importante masses

humaines (abandonnées à elles même) ayant fuit la vie nomade rendue impossible par la sécheresse.

1.4 : L'exode vers l'Algérie et la Libye

Pour certains tamashék dépourvus de cheptel, il faut aller loin, très loin des endroits maudits et hantés par les âmes de leurs animaux et frères morts de faim et de soif. L'Algérie et la Libye étaient vues comme des Eldorados. Très tôt désillusionnés, les familles Tamashék se sont retrouvées dans le camp d'Inafalazlaz et à Sabha. Plusieurs jeunes désœuvrés ne savaient à quel saint se vouer. Des idéologies comme la Tishoumara ou encore l'unité des peuples tamashék ont vu le jour. L'idée d'une libération du peuple tamashék était récurrente dans les discussions.

1.5 L'appel de Kadhafi

Pendant que les rangs des premiers exilés dans les camps de réfugiés en Algérie et Libye se gonflaient. Le colonel Kadhafi lançait à la même époque un appel aux tamashék pour rejoindre les légions libyennes. Un appel voilé puisque pour les intéressés il s'agit de libérer l'espace tamashék et pour Kadhafi plutôt une tentative d'arabisation et une formation militaire pour envoyer les vaillants tamashék dans des combats qui ne les engageaient pas au moyen orient et au Tchad. Néanmoins des milliers des jeunes tamashék ont été formés dans les camps d'entraînement de Waw et du 2 mars.

1.6 La sécheresse de 1984

Comme en 1973, une nouvelle sécheresse aux conséquences plus désastreuses que la première a sévit dans le pays tamashék, avec encore plus des dommages. Les tamashék se remettaient à peine de la première sécheresse que celle-ci se présentait. Pour qui connaît la précarité de l'environnement dans lequel le tamashék pratiquait son élevage, il faut des décennies pour une reconstitution totale du cheptel. Le clou est à jamais enfoncé pour le peuple tamashék, sans cheptel donc sans substance de vie. Il ne lui restait plus qu'à partir (laissant derrière lui ce désert tant aimé) ou se sédentariser (projet des gouvernements qui se sont succédés depuis les indépendances). L'un dans l'autre il est sans subsistance, donc sans dignité (summum du désarroi). Un exode à double flux vers l'extérieur et le Maghreb se produisit.

2. Le germe de destruction interne

Le titre peut prêter à confusion, nous nous hâtons ici de le replacer dans le contexte. Les détracteurs les plus acharnés du peuple tamashék ont toujours brandit les guerres internes pour justifier leur thèse sur l'inexistence d'un ensemble touareg unis. Ils présentaient ces derniers comme étant des êtres incapables de s'unir. Nous répondant à ceux-la que le peuple touareg a toujours su faire cette union quand il le faut (la révolte de kaocen de 1916 a mobilisé et fédéré toutes les sensibilités touareg de l'espace nigérien). Le problème résultait en faite de la désorganisation du système politique par la colonisation en instrumentalisant des chefs des tribus taillés sur mesure qui sont en réalité inféodés à l'administration coloniale depuis la défaite de deux grandes révoltes (celle de Kaocen et des Iwillimidjan en 1917). Les pseudo groupements mis en place par les colons et plus tard mis à profit par leurs acolytes ont eu des difficultés à partir avec l'ancien ordre très en vogue dans le milieu nomade. Outre les structures héritées de la colonisation (qui constituent un facteur de division permanente), la même logique est toujours opérationnelle par la division des tamashék sur la base des considérations géographiques (opposition Aïr et Azawak) et sociologiques (« touareg blancs » et « touareg noirs » comme l'illustre l'instrumentalisation de l'association Timidriya contre les touareg d'origine berbère). Dans ce contexte, les dirigeants des Etats nations n'ont jamais manqué de ficelles sur lesquelles tirer pour diviser un peuple déjà affaibli par les péripeties de l'histoire et la rigidité de son environnement.

3. Les événements de Tchintabaraden

L'enthousiasme qu'avait occasionné l'appel de Kadhafi a vite disparu. Les jeunes touaregs formés au maniement des armes, étaient soit laissé dans les camps ou envoyés pour combattre pour des causes qui ne les concernaient ni de près ni de loin. Le ressenti était à son comble. Les touaregs croyaient plus aux promesses de Kadhafi, ni d'ailleurs à une hypothétique aide qu'il pouvait leur apporter pour libérer le pays tamashék. A la même époque, le général Ali Seybou, arrivé au pouvoir après la mort du général Seyni Kountché, se rendit respectivement en Algérie et Libye pour convaincre les exilés touaregs à revenir au pays. Plusieurs familles acceptèrent de revenir au pays, mal leur en ai pris puisque au bout d'un certain temps, les camps étaient laissés à eux-mêmes. A Tchintabaraden une bourgade de la région de Tahoua, des jeunes qui ont levé la voix pour protester contre le traitement qui leurs étaient infligé depuis leur retour et le détournement de l'aide internationale destiné au camps firent arrêtés. Les autres habitants du camp consternés, voulurent en savoir plus auprès de la gendarmerie, les choses ont vite tournées au vinaigre. A deux reprises l'armée nigérienne a réagit et coup sur coup de centaines des innocents ont été tués, des cheptels fusillés, des puits empoisonnées pour finir l'oeuvre de la gente militaire.

4. La conférence nationale

La conférence nationale dans ses préparatifs a soufflé un vent de démocratie au Niger, les sans voix croyaient s'en faire une. L'affaire de Tchintabaraden était inscrite à l'ordre du jour et les touaregs croyaient que les crimes seront reconnus et les coupables punis. A leur grande surprise le capitaine Maliki qui relatait les événements a été applaudis par l'assistance quand il racontait avec détails comment il a achevé un vieux de ses propres mains, et pas n'importe quel vieux, le chantre du retour au « pays ». Dès lors les Ishoumars (déformation du mot français chômeur que les exilés utilisent pour se désigner, d'abord péjoratif et par la suite devenu mélioratif puisqu'il incarne une nouvelle philosophie : La touhoumara) n'attendaient plus rien du Niger et s'impatientaient à mettre en pratique les connaissances acquises dans les camps de formation libyens. La lutte armée est donc devenu la seule option qui leur restaient pour se faire entendre et pour ralentir la disparition programmée du peuple touareg.

5. La révolte armée des années 1990

Elle était déjà programmée mais suspendue à une solution politique. L'affaire de Tchintabaraden et le traitement qui en est fait lors de la conférence en ont été les éléments déclencheurs. Un premier front de lutte fut ouvert dans le septentrion et prend la dénomination du FLAA : le front de libération de l'Aïr et de l'Azawagh. La rébellion forte de la connaissance de ses hommes en matière d'arme et sa suprématie dans la connaissance du terrain a eu des sa première année, des exploits de guerre. L'armée nationale incapable de mettre la main sur les rebelles très mobiles et éhontée par ses échecs au combat se retourna vers la population civile touarègue des oasis commettant d'autres crimes. Dans la même logique tous les cadres touareg ont été arrêtés, accusés d'être de mèche avec la rébellion. Après quelques combats gagnés, des intellectuels (les « en tout cas » comme les appellent le fils de berger qui ne connaissaient que la gâchette) ont regagné le rang de la rébellion et comme par alchimie le spectre des divisions ethniques a ressurgit. Le FLAA s'éclate d'abord en trois fronts qui par la suite se scindèrent en plusieurs autres petits fronts. Après deux ans de cavales solitaires, les fronts se sont de nouveau réunis dans l'organisation de la résistance armée (ORA) pour présenter un programme cadre de la résistance qui fut le support de négociation qui ont débouchés sur les accords de paix d'avril 1994 et ceux additionnels d'Alger trois ans plus tard.

6. Les accords de Paix

Ils ont consacré la fin des hostilités et le cantonnement des combattants. Plusieurs combattants de la résistance ont été intégrés dans les corps militaires et paramilitaire et une partie insignifiante dans l'administration. Plusieurs autres milliers d'ex combattants devront attendre pendant 11 ans la réinsertion socioéconomique. L'handicape de ses accords est qu'ils consacraient une solution absente. Les quelques rares cadres de la rébellion néophytes en politique ne faisaient aucun poids face aux experts en droit et relation internationale envoyés par le Niger. Les bases ont été faussées depuis le début. La décentralisation annoncée à grande pompe n'est pas encore effective (loin de la d'ailleurs). La réinsertion a intervenu en 2006. Un montant de 165 000 francs pour chaque ex combattant. Une insulte que ces valeureux ex combattants ont entendu depuis onze ans. Le problème n'a pas été résolu au fond.

7. La révolte

17 ans après la révolte de 1990, voilà que les armes commencent à parler une fois de plus au Nord Niger. A l'origine un petit groupe qui a attaqué la localité d'Iferouane (8 février 2007). Quelques jours plus tard un nouveau front est né : le Mouvement de nigériens pour la justice. Le gouvernement nigérien réagit et taxe le groupe des bandits armés, des trafiquants de drogue. La campagne de désinformation et la fièvre de la haine ont gagné le Niger. Des marches de soutien au pouvoir ont été organisées. « Les bandits armés » sont présentés à l'opinion nationale comme étant des individus dangereux armés par AREVA (la puissante firme française du nucléaire) et la Libye et comme des terroristes à l'opinion internationale (un qualificatif qui fait bon commerce dans les pays occidentaux). Seulement voilà, des mémoires de nigériens les bandits armés ne s'attaquent jamais à l'armée. Le climat de haine et de suspicion était à son comble. Plusieurs touaregs ont été arrêtés, et sur le terrain au moins une cinquantaine d'exécutions extrajudiciaires ont été perpétrées par l'armée qui d'ailleurs continue encore sa selle besogne. La population d'Iferouane (plus de 5000 habitants a depuis longtemps abandonné le village et vit les plus grandes misères dans les brousses et autour d'Agadez et d'Arlit. Le programme politique de la nouvelle rébellion contestait les accords de paix et l'exploitation anarchiques de ressources minières. A l'heure actuelle, alors que l'armée sillonne l'Aïr et y commet les pires atrocités aucun journaliste n'est autorisé à se rendre dans la zone de conflit. Les rares journalistes qui ont contourné l'interdit ne pouvaient disposer du temps nécessaire pour rendre compte de la situation des populations qui sont endeuillées, meurtris par la faim et surtout vivant en cachette de peur de représailles de l'armée. La politique du Niger vis-à-vis de l'information est claire (seule l'Etat détient la vraie information), les journalistes français ont été emprisonné puis remis en liberté provisoire pour s'être rendu sur le terrain de guerre. Moussa Kaka correspondant de RFI au Niger a croupis en prison plus d'un an.

8. La position de la France

La France, ex pays colonisateur est en fait le poseur de toutes les bombes à retardement qui explosent aujourd'hui au Niger. Comme nous l'avons évoqué ci - haut la configuration des états nations hérités de la colonisation a placé les touaregs dans une posture des marginalisés à tous les égards (politique, économique). La droite sarcozienne qui perpétue en réalité la politique gaulliste ne se soucie avant tout que des intérêts de la grande firme nucléaire française (AREVA). Que représentent en effet les quelques nomades touareg face aux intérêts stratégiques des terres sur lesquelles ils nomadisaient depuis des milliers d'année. Non, les « nobles français » ont besoin d'électricité et du chauffage. La « real politik » consiste à maintenir dans la plus grande omerta la question touarègue, toujours gênante, toujours rappelant le passé noir de la colonisation française.

Dès lors, que monsieur Sarkozy est arrivé au pouvoir, un petit espoir s'est dessiné pour la fin de la Francafrique dont-il avait lui-même dénoncé la manœuvre. Mais deux choses viennent perturber la mort prématuée d'une diplomatie et d'une coopération jadis complexes.

1) *le régime Sarkozyste* semble avoir mal, et avoir du mal à déchiffrer ou décoder, le code énigmatique d'une diplomatie erronée par le gaullisme. Sarkozy pensait rompre avec la Francafrique, mais peut-il rompre avec la mémoire de la Francafrique ? Une mémoire dont-il n'est pas le vrai artisan !

2) *La naissance précoce* de la Chinafrique n'est-il pas un événement de concurrence et de rivalité pour la survie de la Francafrique ?

Monsieur Sarkozy avait annoncé d'être la voix des opprimés, mais depuis lors il semble oublier cette directive.

La raison à nos yeux est toute simple, les deux éléphants vont se disputer le territoire, et les petites herbes seraient écrasées.

Le début du 20° siècles traduit une rivalité entre les puissances coloniales, et dans les années 60 s'annonça une autre rivalité (les indépendances) celle là même qui fut le germe de la Francafrique.

Avec la création des états d'une manière complètement absurde. La France s'est vu élargir son royaume, et donna naissance aujourd'hui à notre Francafrique édifiée sur un soubassement qui absorbe l'humidité de partout. Aujourd'hui les murs ne tiendront plus longtemps, en plus des saignées que creusaient la Chinafrique.

A nouveau les opprimés seront face à deux ogres géants qui les écraseront sans pitié. Le Darfour et le désert touareg en est une très belle illustration.

Le chameau M&A